

Bujumbura rejette "les rapports mensongers produits par les Nations Unies"

@rib News, 14/03/2018 Source Xinhua Le Burundi dénonce des rapports internationaux "erronés et tendancieux" menaçant sa sécurité. Le gouvernement burundais a condamné mercredi des rapports internationaux sur la situation dans le pays, les qualifiant d'"erronés et tendancieux", et de vouloir déstabiliser sa sécurité. [Photo : Lieutenant Général Silas Ntigurirwa secrétaire permanent du Conseil National de Sécurité (CNS).]

Le secrétaire permanent du Conseil National de Sécurité (CNS), Silas Ntigurirwa, mercredi soir sur les ondes de la Radiotélévision Nationale du Burundi, a lu un communiqué du CNS, condamnant et rejetant "les rapports mensongers et biaisés produits par certains organismes des Nations Unies qui font fi de la situation sécuritaire réelle prévalant à travers tout le pays". Le CNS réuni mardi sous la présidence du chef de l'Etat et président dudit Conseil, Pierre Nkurunziza, a constaté que la situation sécuritaire qui a prévalu au cours de l'année dernière et au cours de ce début d'année s'est considérablement améliorée, selon le communiqué sanctionnant les activités de cette première session du conseil de l'année 2018. Le conseil a regretté et condamné ce qu'il a appelé les rapports erronés et tendancieux de ceux qui veulent déstabiliser la sécurité du pays, et invité "les pays ou organisations qui gardent encore les velléités de déstabiliser notre pays de cesser cette activité d'hostilité envers le peuple burundais", a indiqué M. Ntigurirwa. Le CNS a également noté à la réunion la présence des groupes terroristes à l'est de la République Démocratique du Congo (frontalière avec le Burundi à l'ouest), et invité la population burundaise à rester vigilante pour, a-t-il affirmé, "ne pas tomber dans le piège des enseignements de ces derniers". Au cours de cette session, les membres du CNS se sont aussi penchés sur la question de protéger le lac Tanganyika contre les pollutions issues des activités industrielles. Il a été donné un délai de deux semaines à certaines usines, entreprises et industries qui ne veulent pas respecter les mesures relatives à la protection de ce lac, de présenter le plan de leurs centres de traitement et d'épuration des eaux usées et des déchets provenant de leurs activités, tout en promettant que des sanctions seront prises aux contrevenants, selon M. Ntigurirwa.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});